



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
4 février 2026
Français
Original : anglais

Conseil du commerce et du développement Commission du commerce et du développement Réunion d'experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement Douzième session

Genève, 15 et 16 avril 2026
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

La servicisation au service de la diversification économique

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

La servicisation, c'est-à-dire l'utilisation croissante des services comme intrants dans tous les secteurs, joue un rôle de plus en plus important dans la diversification et la transformation structurelle de l'économie et dans la participation aux chaînes de valeur mondiales. Des services traditionnels et, de plus en plus, des services à forte intensité de connaissances et des services pouvant être fournis par voie numérique, sont incorporés dans les exportations de biens et de services et sous-tendent la production dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des services.

À en juger par ce qui se passe dans certaines régions en développement, la servicisation peut ouvrir la voie à une diversification et une modernisation de l'économie, et faire accéder aux segments à plus forte valeur des chaînes de valeur mondiales. La transition numérique a permis d'élargir ce champ des possibles, mais pose aussi des difficultés nouvelles. En outre, les résultats obtenus dépendent de la situation des pays. Pour les décideurs, trois éléments sont essentiels : l'infrastructure, l'existence d'un cadre réglementaire qui favorise la production et la fourniture de services, et la dotation en ressources humaines, y compris par le développement des compétences appropriées.

La politique commerciale a une fonction transversale essentielle, car le commerce des services a besoin d'un cadre réglementaire. Alors que les services et le commerce numérique occupent une place de plus en plus grande dans les accords commerciaux, de nombreux pays en développement se heurtent à un problème de taille, celui du manque de données concernant le commerce des services et les services incorporés dans la production. Ce manque de données doit être comblé pour qu'il soit possible d'élaborer des politiques commerciales à partir d'éléments probants, de mener des négociations en connaissance de cause et de faire de la servicisation l'instrument d'une transformation structurelle inclusive.



Introduction

1. Le thème de fond de la douzième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement (« La servicisation au service de la diversification économique ») a été approuvé par le Conseil du commerce et du développement le 15 décembre 2025, à l'issue d'une procédure d'approbation tacite¹.
2. Le thème de la session s'inscrit dans le mandat défini à la seizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, à l'issue de laquelle les États membres ont adopté le Consensus de Genève (TD/561/Add.2). En particulier, les travaux de la session s'inscrivent dans le cadre des paragraphes 80.14 et 80.15 du Consensus de Genève, qui recommandent respectivement de « [c]ontinuer d'appuyer et de promouvoir les activités et initiatives dans les pays en développement par l'amélioration du commerce des services » et de « [c]ontinuer de faire en sorte que les données sur le commerce des services soient mieux collectées, plus facilement accessibles et plus efficacement utilisées afin que des décisions plus éclairées puissent être prises et que tout le monde, en particulier les femmes, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, puisse tirer avantage du commerce des services, et contribuer à l'élaboration de stratégies d'exportation axées sur les services, assorties d'une analyse de la compétitivité ».
3. On trouvera ci-après une présentation générale de la servicisation, définie comme l'utilisation croissante des services comme intrants dans tous les secteurs, et de sa contribution à la diversification économique. Les constantes mondiales et régionales de la servicisation sont mises en évidence, des études de cas sont fournies dans le but de montrer comment la servicisation peut aider à moderniser et à diversifier l'économie, et les principaux facteurs qui influent sur les résultats de la servicisation sont examinés. Une attention particulière est accordée au rôle de la politique commerciale, sous la forme d'une analyse d'accords commerciaux récents. De nouveaux objectifs prioritaires, relatifs à l'infrastructure, au cadre réglementaire et au développement des compétences, sont définis. Un manque chronique de données concernant le commerce des services et les services incorporés dans la production est mis au jour et amène à insister sur l'importance de la collecte de données de meilleure qualité pour l'élaboration des politiques.

I. Servicisation et diversification économique

4. La servicisation est devenue un puissant facteur de diversification économique, de transformation structurelle et de participation aux chaînes de valeur mondiales. Elle se définit comme l'incorporation croissante, non seulement de services traditionnels, mais aussi de services à forte intensité de connaissances et de services pouvant être fournis par voie numérique, dans la production et l'exportation des biens et des services. Parmi les services traditionnels figurent, par exemple, les services de transport, les services de voyage et les autres services aux entreprises, tandis que les services à forte intensité de connaissances et les services pouvant être fournis par voie numérique incluent notamment les services d'assurance, les services financiers, les services de télécommunication, les services informatiques, les services d'information, les services de recherche-développement, les services professionnels, les services de conseil en gestion, les services de santé et les services d'éducation.
5. En 2022, les services représentaient 71 % des intrants dans le commerce mondial. Leur part était de 18 % dans le secteur primaire et de 31 % dans le secteur manufacturier². La servicisation joue donc un grand rôle, puisque les services sous-tendent la production dans tous les secteurs. Cependant, des différences peuvent être observées entre les régions avancées et les régions en développement. Dans les régions avancées, la consommation intermédiaire de services est plus élevée et la part des services incorporés dans les exportations brutes est plus importante (fig. 1).

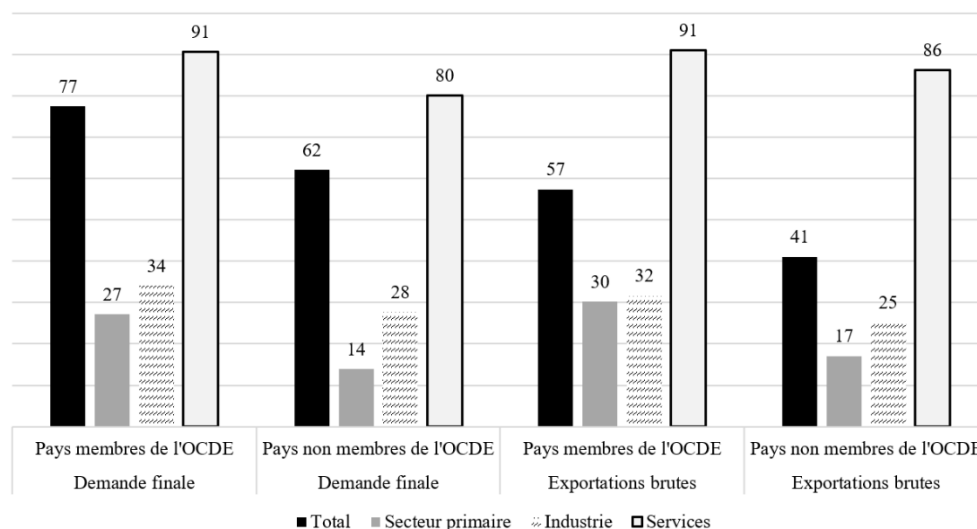
¹ Voir aussi TD/B/EX(78)/2.

² Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), base de données relatives au commerce en valeur ajoutée (date de consultation : novembre 2025), données relatives aux facteurs de production.

Figure 1

Les services sous-tendent la production dans tous les secteurs : parts des intrants dans la demande finale et dans les exportations brutes, 2022

(En pourcentage)



Source : OCDE, base de données relatives au commerce en valeur ajoutée (date de consultation : novembre 2025). La base de données contient des données concernant 38 pays membres de l'OCDE et 38 pays non membres de l'OCDE.

6. La servicisation est largement tirée par les services à forte intensité de connaissances et les services pouvant être fournis par voie numérique, qui jouent un rôle clef dans la modernisation de l'économie et la création de valeur. Les services à forte intensité de connaissances représentent une large part des services qui sont utilisés comme intrants, en particulier dans les économies avancées, et des services qui sont incorporés dans les exportations brutes (fig. 2). Ils sont donc importants pour le renforcement de la compétitivité et la transformation structurelle.

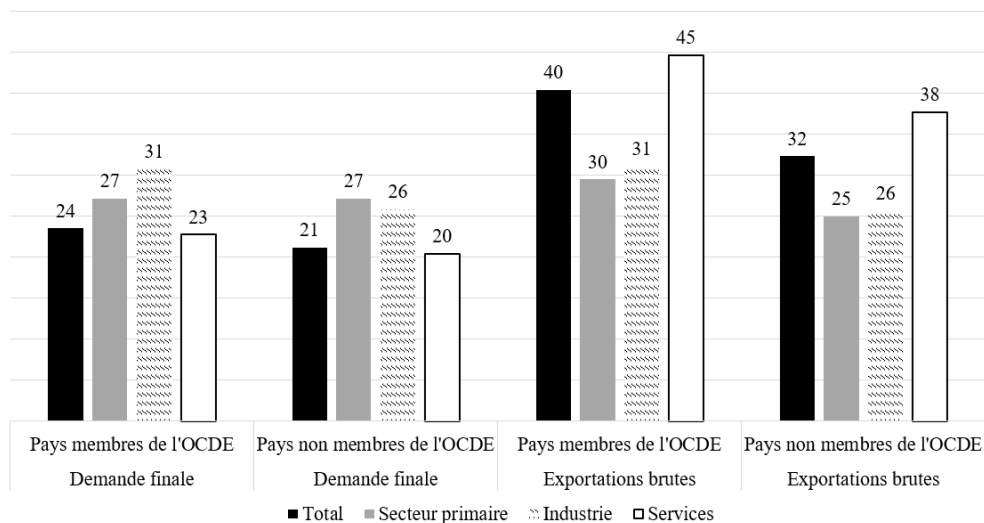
7. En facilitant considérablement le commerce d'un grand nombre de services, la transition numérique a un effet amplificateur. Dans toutes les économies considérées, les services pouvant être fournis par voie numérique représentent plus de la moitié des services incorporés dans la demande finale (fig. 3), ce qui indique un potentiel important de servicisation numérique. Il reste que tous les pays sont loin d'avoir les mêmes capacités de fournir et d'utiliser ces services, compte tenu des disparités persistantes en matière d'intégration numérique et de participation à des activités à forte intensité de connaissances. Globalement, les services pouvant être fournis par voie numérique représentent actuellement 56 % des exportations mondiales de services (leur part a augmenté de 7,1 % par an entre 2015 et 2024). Ils représentent 61 % des exportations de services des pays développés, mais seulement 16 % des exportations de services des pays les moins avancés³.

³ Base de données UNCTADstat, données relatives aux exportations (date de consultation : novembre 2025).

Figure 2

Parts des services à forte intensité de connaissances dans les services incorporés dans la production et dans les exportations, dans tous les secteurs, 2022

(En pourcentage)



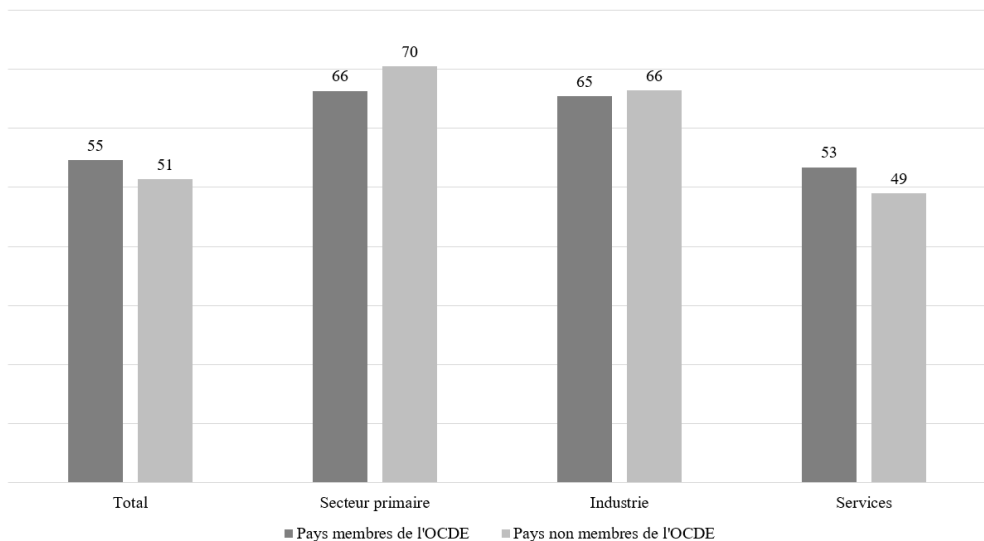
Source : OCDE, base de données relatives au commerce en valeur ajoutée (date de consultation : novembre 2025). La base de données contient des données concernant 38 pays membres de l'OCDE et 38 pays non membres de l'OCDE.

Note : Les services à forte intensité de connaissances relèvent des activités d'information et de communication, des activités financières et activités d'assurance, et des activités professionnelles, scientifiques et techniques.

Figure 3

Les services pouvant être fournis par voie numérique représentent plus de la moitié des services incorporés dans la demande finale, dans tous les secteurs, en 2022

(En pourcentage)



Source : OCDE, base de données relatives au commerce en valeur ajoutée (date de consultation : novembre 2025). La base de données contient des données concernant 38 pays membres de l'OCDE et 38 pays non membres de l'OCDE.

8. Pour les pays en développement qui n'ont pas un secteur manufacturier solidement établi, la servicisation est un moyen d'accéder aux segments à plus forte valeur ajoutée des chaînes de valeur mondiales et, partant, de passer d'une économie tributaire des produits de base et d'une production à forte intensité de main-d'œuvre peu qualifiée à une production hybride de biens et de services plus complexes.

9. Les services numériques et les services à forte intensité de connaissances raccourcissent les cycles de production et permettent une commercialisation à l'international pour un faible coût, tandis que les services de transport et les services de logistique peuvent réduire les coûts commerciaux. De plus, les services numériques et les services à forte intensité de connaissances permettent aux pays d'intégrer plus facilement les chaînes de valeur mondiales en se spécialisant dans des services de conception, des services logistiques et d'autres services d'appui qui complètent la production de biens. La transition numérique accélère la servicisation, en particulier dans les exportations faisant intervenir les technologies de l'information et de la communication (TIC). Cependant, lorsque certaines compétences font durablement défaut, les segments à plus forte valeur ajoutée des chaînes de valeur mondiales risquent de rester inaccessibles⁴. Les plateformes numériques sont un puissant moyen de lever les obstacles aux exportations de services, mais la participation aux chaînes de valeur mondiales suppose l'existence d'infrastructures solides, d'une réglementation internationale des données et de compétences numériques⁵.

10. L'incorporation de services pendant la phase de fabrication permet de produire plus rapidement, de créer plus de valeur ajoutée et de monter en gamme, jusqu'à se rapprocher des marchés finaux⁶. Par leur influence sur le commerce, la technologie et les compétences, les services contribuent à la transformation structurelle des économies en développement et augmentent la productivité dans tous les secteurs⁷.

11. Dans les économies en développement, les services dominent l'activité économique et représentent plus de 50 % du produit intérieur brut (PIB)⁸, mais leur rôle dans les chaînes de valeur mondiales n'est pas estimé à sa juste valeur à cause d'un manque chronique de données⁹.

II. Constatations empiriques préliminaires

12. Il ressort d'études réalisées en Afrique, en Asie et en Amérique latine, au niveau des entreprises et au niveau de pays, que la servicisation peut contribuer à la transformation structurelle et à la diversification de l'économie dans les secteurs primaire, manufacturier et touristique, en aidant les entreprises à perfectionner leurs procédés et leurs produits et à s'orienter vers des activités plus productives.

13. Bien qu'instructives, les études de cas présentées ci-après restent dépendantes du contexte. Elles ne visent pas à représenter des dynamiques générales, nationales ou régionales. De plus, les résultats varient considérablement d'un pays à l'autre et dépendent de divers facteurs tels que l'infrastructure numérique, les compétences, les institutions et les politiques complémentaires.

14. Une étude du secteur touristique chilien a établi un lien entre l'intégration des services numériques et la compétitivité des entreprises hôtelières, et a mis ainsi en évidence l'impact

⁴ Voir Banque européenne pour la reconstruction et le développement, 2024, *Transition Report 2024-25: Navigating Industrial Policy*, Promoting structural change, Londres: 40-69.

⁵ Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce, 2023, *Le commerce des services pour le développement : Favoriser la croissance durable et la diversification économique*, Washington et Genève.

⁶ Miroudot S. et Cadestin C., 2017, « Services in global value chains: From inputs to value-creating activities », Études de l'OCDE sur la politique commerciale, n° 197, Éditions OCDE, Paris.

⁷ Voir, par exemple, Nayyar G., Hallward-Driemeier M. et Davies E., 2021, *At Your Service? The Promise of Services-Led Development*, Banque mondiale, Washington.

⁸ Base de données UNCTADstat, données relatives au PIB (date de consultation : janvier 2026).

⁹ De nombreux pays en développement ne disposent pas de tableaux d'entrées-sorties ni de données au niveau des entreprises. La base de données de l'OCDE sur le commerce en valeur ajoutée contient des données concernant 38 pays membres de l'OCDE et 38 pays non membres de l'OCDE, mais ne fournit aucune information au sujet d'un grand nombre de pays en développement. Les données au niveau des entreprises, qui pourraient apporter un complément d'information, font aussi souvent défaut pour la plupart des pays en développement.

potentiel de la transformation numérique dans le secteur touristique¹⁰. Des données recueillies au cours d'entretiens en face-à-face font aussi apparaître un lien entre la transformation numérique et l'automatisation des services et les résultats financiers à long terme du secteur touristique. Il reste que, pour être menée à bien, la transformation numérique nécessite la conjonction de plusieurs facteurs essentiels, à savoir un leadership transformationnel aligné sur une vision stratégique, un changement de culture organisationnelle et le développement de nouvelles compétences numériques.

15. Des données provenant d'entreprises chinoises montrent que la servicisation peut aider à progresser dans les chaînes de valeur manufacturières. Elles établissent notamment un lien entre l'utilisation intensive de services de recherche-développement, de services de conception, de services logistiques et de services de commercialisation et la progression dans les segments d'amont et d'aval des chaînes de valeur mondiales, c'est-à-dire la possibilité pour des entreprises de déléguer leurs activités de transformation nécessitant une main-d'œuvre peu qualifiée pour des activités de valorisation de leur marque et des activités à forte intensité de services¹¹. Il ressort d'études au niveau des entreprises réalisées à partir de la base chinoise de données comptables et boursières CSMAR, de registres douaniers et d'annuaires des villes, que la transition numérique peut amplifier la servicisation dans le secteur manufacturier et, partant, permettre à des entreprises de développer des produits « orientés services » et soutenir le modèle industriel chinois axé sur les services¹².

16. Une dynamique comparable a été observée dans d'autres pays en développement, mais dans des secteurs différents. Au Kenya, il semble que les services, en étant incorporés dans les chaînes de valeur productives, facilitent la transformation économique et sectorielle. Dans ce pays, le secteur des services représente près de 60 % du PIB¹³. Les services logistiques, les services de mise à l'essai et de certification, et les services financiers, en particulier, jouent un rôle important dans le secteur de l'horticulture, en permettant d'exporter des produits biologiques à forte valeur ajoutée vers les marchés internationaux haut de gamme¹⁴. Si leurs contributions directes à l'emploi, aux exportations et au PIB peuvent être limitées, les services semblent avoir des effets indirects notables à long terme, sous la forme de gains de productivité et d'innovations. Ces contributions et effets seront plus ou moins importants, selon les politiques complémentaires appliquées, la qualité de la coordination entre les acteurs des secteurs de services et l'efficacité de la gestion de la dynamique des taux de change.

17. La littérature consacrée aux chaînes de valeur des énergies renouvelables montre aussi comment la servicisation peut être un facteur de valorisation. Il ressort d'une étude que les fournisseurs d'énergie éolienne sud-africains sont parvenus à valoriser leur activité en fournissant des services professionnels d'ingénierie, des services de développement de projets et des services d'après-vente pour des turbines importées¹⁵. En exerçant ces nouvelles activités de services, ils ont pu capter une grande quantité de valeur ajoutée, y compris grâce aux exportations régionales.

18. Au Viet Nam, les infrastructures d'information et de communication et l'écosystème des télécommunications numériques jouent un rôle important dans le commerce des services et l'accroissement de la productivité, et, partant, permettent les changements structurels nécessaires à l'adoption d'activités à plus forte valeur ajoutée. Les données disponibles

¹⁰ Voir Farías A. et Cancino C. A., 2021, "Digital transformation in the Chilean lodging sector: Opportunities for sustainable businesses", *Sustainability*, 13:8097.

¹¹ Du Y. et Agbola F. W., 2024, « Servicification and global value chain upgrading: Empirical evidence from China's manufacturing industry », *Journal of the Asia Pacific Economy*, 29(2):739–761.

¹² Wang W. et Thangavelu S., 2024, « Does digitalization promote the servicification of manufacturing in China? », Discussion Paper n° 511, Institut de recherche économique de l'ASEAN et de l'Asie de l'Est.

¹³ Base de données UNCTADstat (date de consultation : janvier 2026).

¹⁴ Khanna A., Papadavid P., Tyson J. et te Velde D. W., 2016, *The Role of Services in Economic Transformation – with an Application to Kenya*, Khanna A., Papadavid P., Tyson J. et te Velde D. W., Sustainable Economic Transformation, Londres.

¹⁵ Voir Hansen U. E., Nygaard I., Morris M. et Robbins G., 2022, « Servicification of manufacturing in global value chains: Upgrading of local suppliers of embedded services in the South African market for wind turbines », *Journal of Development Studies*, 58(4):787–808.

montrent qu'avec l'expansion rapide du secteur des télécommunications, les exportations de services sont associées à une hausse de la productivité des entreprises. Cette hausse s'explique aussi par des investissements privés et la participation croissante d'investisseurs institutionnels et financiers¹⁶.

19. À côté des études de pays, plusieurs études plurinationales et régionales livrent une analyse plus approfondie des constantes de la servicisation. L'analyse du commerce en valeur ajoutée entre les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) met en évidence une corrélation élevée entre les services aux entreprises à forte intensité de technologie importée et la compétitivité des exportations dans les secteurs agricole et minier¹⁷. De même, des données sectorielles émanant de plusieurs pays asiatiques montrent une servicisation généralisée et indiquent que, selon leur position dans les chaînes de valeur mondiales, les pays considérés consomment plus ou moins de services provenant de sources intérieures ou de services provenant de sources étrangères en tant qu'intrants¹⁸. Les pays qui sont plus profondément intégrés dans les chaînes de valeur mondiales, mais qui y occupent des positions moins élevées, incorporent généralement des services provenant de sources étrangères dans leurs exportations manufacturières, tandis que les pays qui occupent des positions plus élevées recourent davantage à des services provenant de sources intérieures.

20. L'analyse de l'industrie manufacturière latino-américaine, à partir de la base de données de l'OCDE sur le commerce en valeur ajoutée, conduit à un constat différent. En l'espèce, la servicisation semble davantage consister en la consommation intermédiaire de services provenant de sources intérieures et fait moins augmenter la compétitivité, en raison des défauts structurels des secteurs de services, à savoir un problème d'échelle, une faible intensité technologique et un manque de liens avec l'industrie manufacturière¹⁹.

21. Globalement, toutes les études mentionnées soulignent l'importance des services à forte intensité technologique, associés à la mise à niveau technologique et au renforcement des capacités institutionnelles, lorsqu'il s'agit de mettre la servicisation au service de la compétitivité et de l'intégration dans les chaînes de valeur.

III. Servicisation, diversification et développement : les moyens d'action

22. La servicisation a des résultats très variables, selon que les pays possèdent ou non certaines capacités. Pour qu'elle contribue à la diversification économique et au développement, il convient d'agir de façon coordonnée sur trois plans : l'infrastructure numérique, les compétences et la réglementation.

23. **Infrastructure numérique.** De plus en plus, les moyens numériques interviennent dans la fourniture des services et dans la production des biens et des services. Il est donc essentiel d'établir une connectivité de qualité, fiable et abordable afin que les services soient rendus accessibles, puissent être fournis et puissent être incorporés dans tous les secteurs. Or, selon les données disponibles, il existe des inégalités numériques, à l'intérieur des pays et entre les pays, en ce qui concerne l'accessibilité et la qualité des moyens numériques. En 2024, 83 % des citoyens utilisaient Internet, contre 48 % des habitants des zones rurales. Entre les pays, les disparités étaient également frappantes. Les technologies mobiles de cinquième génération (5G) étaient accessibles à 84 % de la population des pays à revenu

¹⁶ Nguyen C. et Thangavelu S., 2025, « Trade, structure adjustment in the economy and productivity growth in Viet Nam: Shifting to service sectors », in Kimura F., Thangavelu S. M., Findlay C. et Chen L., dir. publ., *Services Global Supply Chains in ASEAN and East Asia*, Springer, Singapour: 227–252.

¹⁷ Avendano R., Bontadini F., Mulder N. et Zaclicever D., 2020, *Latin America's Faltering Manufacturing Competitiveness: What Role for Intermediate Services?* Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (publication des Nations Unies, Santiago).

¹⁸ Thangavelu S., Wenxiao W. et Oum S., 2017, « Servicification in global value chains: The case of Asian countries », Discussion Paper Series n° 2017-12, Institut de recherche économique de l'ASEAN et de l'Asie de l'Est.

¹⁹ Avendano R. et al., 2020.

élevé, mais à 4 % seulement de la population des pays à faible revenu. Quant aux technologies mobiles de quatrième génération (4G), elles étaient accessibles à 92 % de la population mondiale, mais à 52 % seulement de la population des pays à faible revenu. Le coût reste un problème majeur. En 2024, l'accès à l'Internet mobile coûtait 14 fois plus cher en Afrique qu'en Europe²⁰.

24. **Compétences.** Pour utiliser efficacement les services comme intrants et développer des activités de services à plus forte valeur ajoutée, les entreprises doivent posséder notamment des compétences techniques et des compétences de gestion. Dans le *Rapport sur la technologie et l'innovation 2025*, la CNUCED montre combien les compétences et les capacités des entreprises sont déterminantes pour que l'intelligence artificielle et les technologies numériques permettent des gains de productivité, en particulier dans les pays en développement²¹. Au vu des données disponibles au niveau des entreprises, l'adoption des TIC reste inégale et souvent limitée dans les pays en développement. En Turquie, dans le secteur du textile et de l'habillement, les petites et moyennes entreprises ont été nombreuses à adopter des outils numériques, tels que des sites Web et des applications de messagerie, pour se mettre en relation avec des clients étrangers. Il reste que le manque de compétences et le défaut d'apprentissage organisationnel continuent d'empêcher l'utilisation efficace des technologies numériques dans les services de conception, les services de coordination et d'autres services à forte valeur ajoutée^{22, 23}.

25. **Réglementation.** L'utilisation des services en tant que facteurs de production est principalement régie par des dispositions réglementaires nationales et internationales. Ces dispositions réglementaires influent sur les conditions selon lesquelles les services peuvent être fournis, notamment par la voie de procédures d'octroi de licences et d'autorisations, de normes professionnelles et techniques, de règles de concurrence et de cadres de gouvernance des données. En améliorant la prévisibilité et l'interopérabilité, la réglementation augmente les chances des entreprises d'incorporer des services dans leur production et de s'engager dans des activités à plus forte valeur ajoutée. Dans les pays en développement, la réglementation contribuera plus ou moins à la diversification économique, selon que les dispositions réglementaires sont cohérentes, puissent être mises en œuvre et complètent les politiques nationales²⁴.

26. En résumé, les trois facteurs précités se renforcent mutuellement : l'infrastructure rend possible la fourniture des services, les compétences garantissent que les services sont bien fournis et incorporés dans les chaînes de valeur, et la réglementation détermine l'utilisation efficiente des services au-delà des frontières.

IV. Les accords commerciaux comme instruments de la servicisation

27. La politique commerciale définit les conditions dans lesquelles les services peuvent être accessibles, fournis et associés à d'autres facteurs de production au-delà des frontières.

28. Les accords commerciaux sont des instruments internationaux importants, par lesquels des pays définissent officiellement leurs priorités commerciales. Au vu de données empiriques, les accords commerciaux qui ont un large champ d'application et

²⁰ Union internationale des télécommunications, 2025, *Measuring Digital Development: Facts and Figures 2025* (Genève).

²¹ CNUCED, 2025a, *Technology and Innovation Report 2025: Inclusive Artificial Intelligence for Development* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.25.II.D.1, Genève).

²² Divrik B. et Baykal E., 2024, « Turkish textile and clothing SMEs: Importance of organizational learning, digitalization, and internationalization », *Autex Research Journal*, 24(1): 20230043.

²³ En ce qui concerne les compétences, voir également Banque européenne pour la reconstruction et le développement, 2024.

²⁴ Voir CNUCED, 2025b, *Digital Economy Report: Pacific Edition 2024 – Promoting Digital Entrepreneurship and Trade* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.25.II.D.2, Genève).

contiennent des engagements substantiels en matière de commerce numérique favorisent la servicisation et aident à progresser dans les chaînes de valeur mondiales²⁵.

29. La réglementation du commerce numérique peut favoriser la servicisation en rendant les dispositions applicables plus homogènes, en renforçant la sécurité juridique et en facilitant la collaboration et l'innovation au niveau international²⁶. À l'opposé, les mesures qui restreignent le commerce numérique (par exemple, les mesures qui limitent les flux internationaux de données) sont généralement préjudiciables à la consommation intermédiaire de services et à l'intégration dans les chaînes de valeur²⁷.

30. Leur application étant progressive et leurs effets économiques prenant du temps à se faire sentir, les accords commerciaux donnent un aperçu prospectif des objectifs de politique commerciale. L'examen d'un échantillon²⁸ de 19 accords commerciaux signés ou conclus en 2025 par des pays de différentes régions et à différents niveaux de développement économique met en évidence plusieurs constantes dans les trois composantes de la politique commerciale qui sous-tendent la servicisation, à savoir l'infrastructure, la réglementation et les compétences²⁹.

31. Un premier constat est que, dans les accords commerciaux, les dispositions relatives à l'infrastructure figurent le plus souvent dans un chapitre consacré aux télécommunications (c'est le cas pour 71 pays dans l'échantillon considéré). Ces dispositions portent notamment sur les conditions d'accès et d'utilisation des réseaux publics de télécommunications, la gestion de ressources limitées, l'interconnexion et l'exploitation des infrastructures de réseau. Dans l'échantillon considéré, l'infrastructure numérique publique se présente comme une question de plus en plus importante pour la politique commerciale, qui est traitée dans des dispositions relatives aux systèmes d'identification numérique (pour 53 pays) et aux données ouvertes publiques (pour 92 pays). L'intégrité opérationnelle ou la sécurité de l'infrastructure numérique restent largement en dehors du champ d'application des accords commerciaux.

²⁵ Luo X. et Xiao Y., 2025, « Digital trade rules and division of labour in global value chains », *Finance Research Letters*, 85(D): 108164; Cai D. et Ji T., 2025, « The impact of digital trade barriers and financial development on global value chain participation: An empirical analysis based on Asia – Pacific regional cooperation agreements », *Finance Research Letters*, 86(PG); Wu J., Luo Z. et Wood J., 2023, « How do digital trade rules affect global value chain trade in services? Analysis of preferential trade agreements », *The World Economy*, 46(10):3026–3047.

²⁶ Liu Y., Zhang Y., Jiang R., Cheng J. et Dai J., 2024, « Limiting heterogeneity in cross-border data flow: Impact on domestic value chains stability and the role of innovation », *PLOS ONE*, 19(8): e0308716.

²⁷ Hao S., Chen Z., Wang C. C., Hung C-Y., 2023, « Impact of digital service trade barriers and cross-border digital service inputs on economic growth », *Sustainability*, 15(19): 14547; Liu *et al.*, 2024.

²⁸ L'analyse figurant dans le présent chapitre a été réalisée à partir d'un échantillon de 19 accords de libre-échange conclus ou signés en 2025 et dont le texte était accessible au public en janvier 2026. L'échantillon est composé des accords suivants : Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine, annexes au Protocole sur le commerce numérique et cadres réglementaires applicables aux communications et aux services financiers ; Accord commercial réciproque entre les États-Unis d'Amérique et la Malaisie ; Accord commercial réciproque entre les États-Unis d'Amérique et le Royaume du Cambodge ; Accord de libre-échange ASEAN-Chine 3.0, Protocole de mise à niveau ; Accord de partenariat économique global entre le Canada et l'Indonésie ; Accord commercial intérimaire entre l'Union économique eurasiatique et la Mongolie ; Accord de partenariat économique global entre l'Union économique eurasiatique et les Émirats arabes unis ; Accord de partenariat économique entre l'Association européenne de libre-échange et la Malaisie ; Accord de libre-échange entre l'Association européenne de libre-échange et le Marché commun du Sud (MERCOSUR) ; Accord de libre-échange entre l'Association européenne de libre-échange et la Thaïlande ; Accord de libre-échange entre l'Association européenne de libre-échange et l'Ukraine ; Accord de libre-échange entre l'Union européenne et le MERCOSUR ; Accord global modernisé entre l'Union européenne et le Mexique ; Accord entre l'Union européenne et la République de Corée relatif au commerce numérique ; Accord de partenariat économique global entre l'Union européenne et l'Indonésie ; Accord de partenariat économique global entre l'Inde et Oman ; Accord économique et commercial global entre l'Inde et le Royaume-Uni ; Accord de partenariat économique global entre la Malaisie et les Émirats arabes unis ; Accord de partenariat économique global entre la Nouvelle-Zélande et les Émirats arabes unis.

²⁹ Le nombre d'accords commerciaux signés est nettement supérieur au nombre d'accords commerciaux notifiés par les membres de l'Organisation mondiale du commerce dans le cadre du Mécanisme de transparence pour les accords commerciaux régionaux (1 accord signé en 2025).

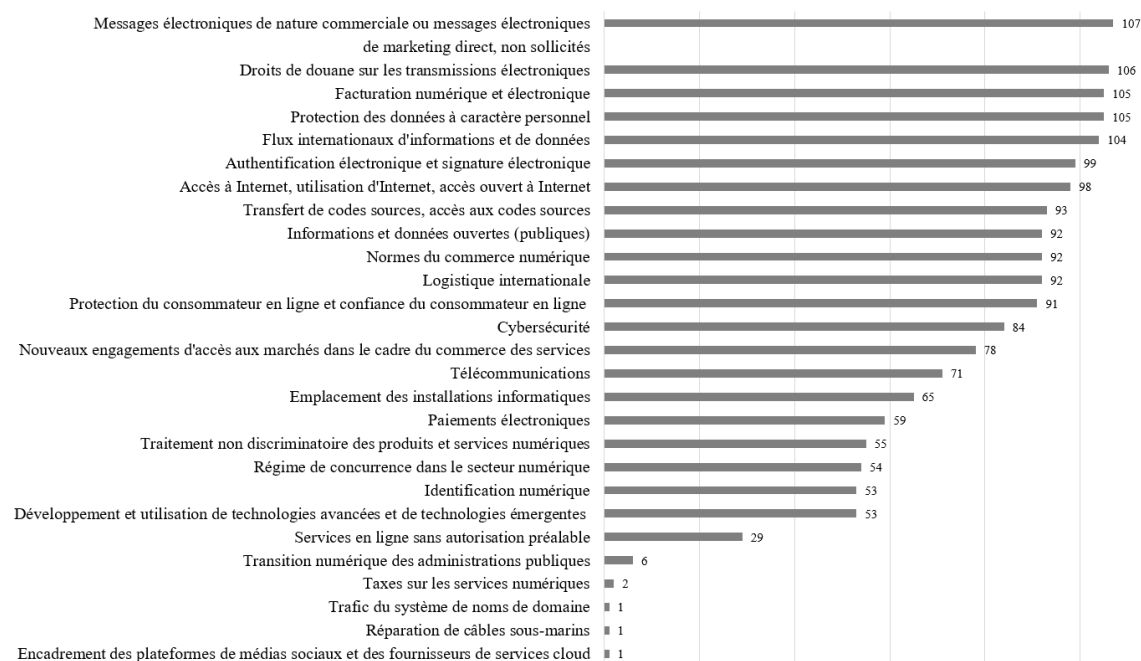
32. En ce qui concerne la réglementation, il ressort des accords commerciaux conclus en 2025 que les questions relatives au commerce numérique suscitent un grand d'intérêt. Les engagements formulés concernent surtout les droits de douane sur les transmissions électroniques, la gouvernance des données (y compris la protection des données à caractère personnel et les flux internationaux de données) et la validité juridique des transactions numériques et leur utilisabilité internationale (fig. 4). De nouveaux engagements d'accès aux marchés dans le cadre du commerce des services s'appliquent au moins à 78 pays.

33. Dans les accords commerciaux, la question des compétences est présente principalement dans les engagements d'accès aux marchés suivant le mode 4 (présence de personnes physiques) et les engagements de reconnaissance des qualifications professionnelles. Dans les accords commerciaux conclus ou signés en 2025, les engagements d'accès aux marchés s'accompagnent généralement de dispositions relatives au mode 4, dont la portée et la profondeur varient, et les engagements de reconnaissance des qualifications professionnelles restent limités.

Figure 4

Importance des questions relatives au commerce numérique dans les dispositions des accords commerciaux conclus ou signés en 2025

(Nombre de pays)



Source : Calculs de la CNUCED, à partir d'un échantillon de 19 accords de libre-échange conclus ou signés en 2025 et dont le texte est accessible au public.

Note : Nombre d'États Membres de l'ONU qui ont pris des engagements au titre d'une disposition de fond figurant dans au moins un accord commercial conclu ou signé en 2025. Comme ils ne rendent pas compte de l'ensemble des accords commerciaux, les chiffres mentionnés doivent être considérés comme des estimations *a minima*. La profondeur, la force exécutoire, le degré de convergence et le caractère restrictif des engagements ne sont pas pris en considération.

V. Le grand problème du manque de données et les mesures prises pour le résoudre

34. Pour prendre les bonnes décisions, il faut disposer de données fiables. La servicisation ne peut contribuer à la transformation structurelle et élargir l'accès au commerce international et aux chaînes d'approvisionnement mondiales qu'à la condition que les pays possèdent des données solides, accessibles et ventilées sur le commerce des services et sur les services utilisés comme intrants dans chaque secteur. Or, c'est là où elles sont le plus nécessaires que ces données sont le plus limitées, à savoir dans les pays en développement.

35. Dans de nombreux pays en développement, les services contribuent sensiblement à la production, à la création de valeur ajoutée, à l'emploi et aux exportations, même si les statistiques, en particulier les données commerciales, n'en rendent pas pleinement compte. Autrement dit, le rôle des services dans la diversification économique et les chaînes de valeur mondiales reste largement invisible. L'absence de données ou le caractère partiel des données existantes empêchent les décideurs de savoir quels services numériques et quels services à forte intensité de connaissances sont des intrants essentiels pour les secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des services, et où le manque d'infrastructures, de compétences et de dispositions réglementaires peut faire obstacle à la servicisation. L'absence de données fiables, accessibles et ventilées empêche d'asseoir les négociations commerciales sur des bases solides et de concevoir des politiques capables de mettre la servicisation au service de la transformation structurelle et d'un commerce des services plus inclusif.

36. Il est important de souligner que des indicateurs phares peuvent être trompeurs en l'absence de données plus détaillées. Par exemple, il ne suffit pas que les services représentent une grande part de la valeur ajoutée incorporée dans les exportations pour que la servicisation s'accompagne de gains de compétitivité ou de productivité. L'importance de leur valeur ajoutée ne signifie pas forcément que les services sont utilisés efficacement et renforcent la productivité, la qualité ou l'innovation. Elle peut aussi s'expliquer par les prix élevés des services, notamment en raison d'inefficacités ou d'un manque de concurrence. Les résultats de la servicisation ne dépendent donc pas seulement du volume des services incorporés dans les exportations, mais aussi des coûts des services, de leur disponibilité, de leur fiabilité et de l'efficacité avec laquelle ils sont utilisés dans la production. En l'absence de données qui tiennent compte de tous ces aspects, il est difficile de déterminer si la servicisation est bien un instrument de la modernisation et de la diversification de l'économie ou si elle ne fait que gonfler artificiellement la mesure de la valeur ajoutée.

Types de données nécessaires

37. Comme il ressort de la publication de la CNUCED consacrée aux données relatives au commerce des services et aux politiques de développement³⁰, pour que des négociations commerciales puissent être menées efficacement et que des politiques puissent être élaborées judicieusement, il convient de disposer de données concernant le commerce bilatéral des services et de données ventilées par pays partenaire et par catégorie de services selon la Classification élargie des services de la balance des paiements. Sans ces données, il n'est pas possible aux pays en développement d'évaluer leurs chances d'accès aux marchés, d'identifier leurs partenaires commerciaux stratégiques, d'évaluer leur compétitivité et de définir leur position dans des négociations bilatérales, régionales et multilatérales.

38. Les statistiques de la balance des paiements par mode de fourniture, en particulier les données concernant les services fournis par voie numérique et la présence commerciale (mode 3), sont également essentielles, car elles mettent en évidence les facteurs réglementaires et la dynamique du commerce numérique qui influent sur les stratégies de diversification et d'intégration des chaînes de valeur mondiales. Les études empiriques mentionnées plus haut montrent que des données agrégées à l'échelle de l'économie (notamment des tableaux d'entrées-sorties et des statistiques relatives au commerce en valeur ajoutée) sont souvent utilisées pour mesurer la valeur ajoutée des services, évaluer les services incorporés dans des biens et d'autres services, et comparer l'évolution de la servicisation entre les pays et dans le temps.

39. De plus, le recoupement des données commerciales avec les données au niveau des entreprises permet aux décideurs de mieux comprendre les entreprises nationales et aux négociateurs d'accords commerciaux de privilégier les secteurs dans lesquels les entreprises nationales peuvent se développer, de manière que les mesures et dispositions adoptées soutiennent les petites et moyennes entreprises et aident à rendre le commerce plus inclusif. Dans les études de cas présentées au chapitre II, une grande partie des données empiriques

³⁰ Voir CNUCED, 2025c, *Primer on Data for Trade in Services and Development Policies*, Genève.

qui sont utilisées pour établir comment la servicisation contribue à la transformation structurelle sont des données relatives au commerce en valeur ajoutée et des données au niveau des entreprises. Les données au niveau des entreprises renseignent en outre sur les effets de la servicisation sur la productivité, la modernisation de l'économie et la participation aux chaînes de valeur³¹. Toutes ces données sont essentielles pour étudier plus avant le rôle de la servicisation et élaborer des politiques à partir d'éléments probants.

Manque de données

40. Les données font surtout défaut dans les pays en développement. Seulement une quinzaine de pays en développement publient régulièrement des données relatives au commerce des services par partenaire commercial et la proportion de ces pays qui communique des informations allant au-delà des 12 grandes catégories de services qui figurent dans la Classification élargie des services de la balance des paiements est de deux tiers environ, contre 95 % pour les pays développés³². Les statistiques par mode de fourniture, y compris les statistiques relatives aux filiales étrangères, et les statistiques relatives aux services pouvant être fournis par voie numérique restent rares, ce qui occulte l'importance des services incorporés dans les exportations de biens et empêche d'établir, à partir de données probantes, des politiques qui facilitent la transformation structurelle. Dans les pays en développement, les données au niveau des entreprises (qui pourraient renseigner sur l'intensité de la transition numérique, la consommation intermédiaire de services, les exportations de services et la rentabilité) sont également limitées, ce qui empêche d'en savoir plus sur les liens avec la productivité, les déficits de compétences et la participation des femmes et des petites et moyennes entreprises³³.

41. Comme il ressort de la publication de la CNUCED consacrée aux données relatives au commerce des services et aux politiques de développement, les méthodes de mesure du commerce international des services, comme la Classification élargie des services de la balance des paiements, et de mesure du commerce numérique évoluent, mais ne sont pas appliquées de façon uniforme entre les pays. Le secteur des services se développe si rapidement que les organismes nationaux de statistique et les décideurs ont du mal à suivre le rythme. La Classification élargie des services de la balance des paiements est mise à jour tous les deux ou trois ans ; une nouvelle version est prévue en 2026. Les pays en développement sont le plus à la traîne. Ils ne sont que quelques-uns à produire des données bilatérales, des données par mode de fourniture ou des données relatives au commerce numérique, ce qui nuit à la comparabilité de données et à l'analyse des politiques.

VI. Conclusions

42. **La servicisation apparaît comme un moyen de plus en plus puissant de diversifier l'économie et d'en transformer la structure**, en particulier dans les pays en développement qui cherchent à progresser dans les chaînes de valeur mondiales. La transition numérique accélère cette évolution en rendant les services plus facilement échangeables et en étendant leur utilisation à l'échelle internationale. Les résultats varient selon les pays et les secteurs, en raison des différences en matière d'infrastructure, de compétences et de cadres réglementaires.

43. **Les accords commerciaux peuvent jouer un rôle de facilitateur** en définissant les conditions selon lesquelles les services peuvent être rendus accessibles, fournis et associés à d'autres facteurs de production au-delà des frontières. Les accords récents traitent de plus en plus des services et du commerce numérique, par la voie de dispositions qui influent sur l'infrastructure, la réglementation et le développement des compétences, et régissent une grande part du commerce numérique.

³¹ Voir, par exemple, Hing V. et Thangavelu S. M., 2023, « Does servicification enhance firm productivity? Evidence from Indonesia », *Journal of Southeast Asian Economies*, 40(3):299–317.

³² Voir CNUCED, 2025c.

³³ Ibid.

44. **Pour libérer pleinement le potentiel de diversification offert par la servicisation, il convient de disposer de données factuelles plus solides pour élaborer les politiques commerciales.** Dans de nombreux pays en développement, le manque de données empêche de déterminer quels services contribuent le plus à la diversification, comment ces services sont fournis et si une augmentation de la part des services incorporés dans les exportations est le signe d'une modernisation de l'économie de nature à accroître la productivité ou celui de problèmes structurels sous-jacents. Pour remédier à la situation, il faudrait disposer de statistiques relatives au commerce des services qui soient plus détaillées et comparables au niveau international, en plus de données relatives au commerce en valeur ajoutée.

45. Les données microéconomiques complètent les statistiques agrégées en mettant en lumière les dynamiques sectorielles et les dynamiques au niveau des entreprises qui sont pertinentes pour le choix de la politique commerciale. Elles permettent de mieux comprendre comment les services sont utilisés dans la production, quelles entreprises et quels secteurs bénéficient de la servicisation, et quels sont les obstacles à la modernisation et à la diversification de l'économie. Le recoupement des statistiques relatives au commerce des services avec les données au niveau des entreprises permet d'affiner l'analyse stratégique, d'élaborer des politiques à partir d'éléments probants, de faciliter les négociations et d'améliorer le suivi de leurs résultats³⁴. La CNUCED envisage de mener des travaux analytiques complémentaires afin de remédier aux manques de données et d'informations factuelles qui subsistent et de savoir, en particulier, comment les données au niveau des entreprises, lorsqu'elles sont disponibles, sont utilisées pour l'analyse de la servicisation et de ses effets sur la productivité, la modernisation de l'économie et la participation aux chaînes de valeur, et comment les connaissances empiriques pourraient être partagées de façon plus systématique.

46. Les participants sont invités à partager leurs connaissances théoriques et pratiques, notamment sous la forme de données concrètes au niveau des entreprises, d'études sectorielles et d'études de pays, pour aider à répondre aux questions suivantes :

- Comment la servicisation influe-t-elle sur la productivité, la modernisation de l'économie et les résultats à l'exportation selon les pays et dans les différents secteurs d'une économie nationale ou régionale donnée ?
- Comment la transition numérique redéfinit-elle les stratégies de servicisation dans les pays en développement ?
- En quoi la politique commerciale facilite-t-elle ou entrave-t-elle la servicisation ?
- Quels sont les principaux besoins en données et les principaux problèmes en ce qui concerne le commerce des services et la servicisation ? Comment la CNUCED et d'autres organisations internationales peuvent-elles aider au mieux les pays à répondre à ces besoins et à résoudre ces problèmes ?

³⁴ Ibid.